



ARRÊTE MUNICIPAL 2025-059

**Tirage de câble Télécom en aérien avec nacelle et en souterrain
avec ouverture de chambre France Télécom**

Le Maire de VELLERON (Vaucluse),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-6,

Vu l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-12,

Vu le Code Pénal, notamment son article R.610-5,

Vu le décret n°60-226 du 19 février 1960, relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement dans les agglomérations et les textes pris pour son application,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

Vu la demande en date du 19/12/2025 par M MANEA Robert de la société CIRCET – 1802 avenue Paul Julien – 13100 LE THOLONET.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes : empiètement sur chaussée et une circulation alternée manuellement sera mise en place, à compter du **10/03/2025 et pour une durée de 30 jours lors des travaux de tirage de câble Télécom en aérien avec nacelle et en souterrain avec ouverture des chambres** dans les lieux suivants ;

- **Chemin de Thouzon,**
- **Chemin du Castellas,**
- **Chemin de la Garonne,**

Les travaux seront réalisés par la société CIRCET - 1802 avenue Paul Julien – 13100 LE THOLONET.

ARRÊTE :

Article 1 : A compter du 10/03/2025 et pour une durée de 30 jours, la société interviendra, sans incidence pour la circulation avec balisage des chambres ouvertes avec garde-fou dans la zone des travaux. La chaussée sera empiétée et une circulation alternée manuellement sera mise en place.

Article 2 : A l'approche du chantier, ainsi que sur le chantier lui-même, la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Article 3 : L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords. Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Article 4 : Ce présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il sera également affiché à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Conformément à l'article 417-10 du code de la route et à la délibération N°4 du 07/07/2016 du Conseil Municipal tout stationnement qualifié de gênant sera soumis à enlèvement par la fourrière.

Article 6 : La Police Municipale de Velleron et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code des collectivités territoriales.

Article 7 : – Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- CIRCET;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 04/03/2025.

Le Maire,

Philippe ARMENGOL.

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

